

# Les champs d'investigations et de contributions

Table-ronde vaudoise - communication



Lors du premier volet de la Table ronde vaudoise, des enjeux forts liés aux blocages croissants de projets et à la thématique de communication sont ressortis. L'organisation d'un groupe de travail spécifique a été demandée.

Deux ateliers regroupant les principaux partenaires vaudois liés au logement (communes, développeurs, professionnels de l'immobilier, architectes/ingénieurs, association de locataires, etc.) et des membres de l'administration cantonale (DFTS/DGTL) ont permis d'identifier les enjeux et des pistes d'outils de communication pertinents dans le but d'améliorer la communication des enjeux de la production de logements. Ces ateliers ont mis en lumière plusieurs problématiques fondamentales liées à la communication des projets de planification de quartiers.

## Table-ronde vaudoise – communication

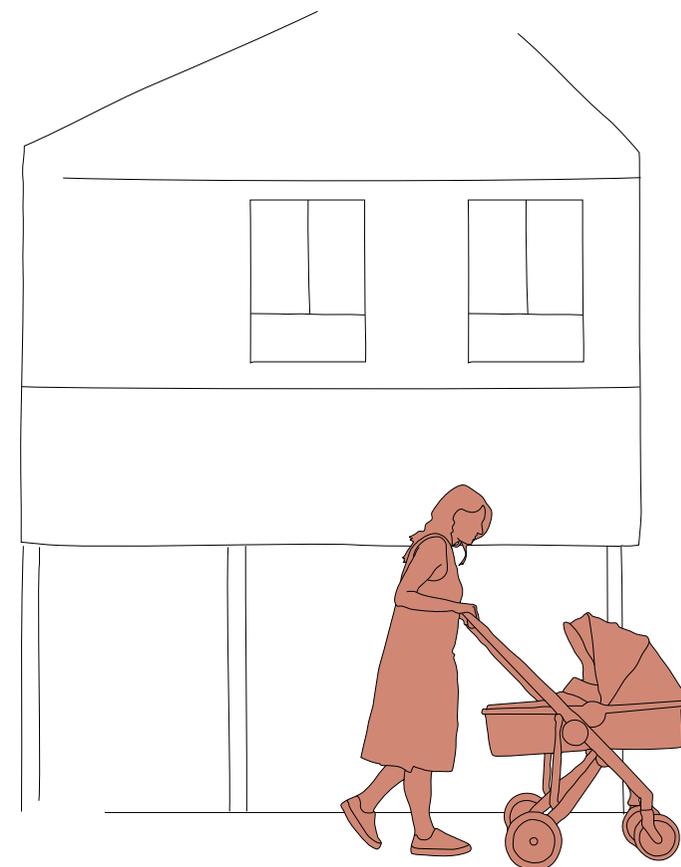
### 1. Contexte

Le logement ne doit plus être présenté comme le seul objectif à poursuivre, ou sous le seul angle du besoin, mais comme un **levier de qualité de vie et de durabilité sociale**. Pour cela, il est nécessaire de réconcilier les récits, de rendre visibles les bénéfices locaux ou régionaux, et de s'appuyer sur des acteurs crédibles, engagés et bien outillés.

## 2. Ce qu'il faut retenir

Plus que de chercher à convaincre les opposants les plus farouches, il s'agit de viser la « majorité silencieuse », à travers **des messages positifs, incarnés et personnalisables**, portés par des figures locales crédibles, mobilisées le plus en amont possible des projets.

Ces messages doivent être construits à travers des **formats simples, complets, visuels** (infographies, slogans, vidéos), et **adaptés au temps d'attention disponible de chaque acteur** (de très rapide pour un citoyen à plus long pour un technicien).



## A. Crise de confiance et difficulté du dialogue

Un constat majeur est la profonde défiance d'une partie de la population envers les autorités et les bâtisseurs, même face à des projets exemplaires, tant qualitativement que par le message adéquat qui a été porté. Le dialogue est rendu difficile et la compréhension des enjeux (législatifs, temporels, processus, sociaux) est partielle ou biaisée. L'intérêt personnel, ainsi que l'imaginaire notamment publicitaire de la villa individuelle, prime souvent, menant à des oppositions et blocages.

Cette remise en question par la population se traduit aussi politiquement à travers le refus de la croissance de logements par certaines autorités communales, notamment dans le cadre de l'élaboration de la planification communale.

## B. Nécessité d'un changement de narratif

Le simple constat de la pénurie ne suffit plus. Il s'inscrit dans un contexte de changement de paradigme, où le système doit désormais pouvoir mieux s'adapter aux fluctuations. Il est ainsi crucial de passer d'un discours axé sur le besoin quantitatif («davantage de logements») à un narratif centré sur les besoins de la population, les bénéfices concrets du développement pour la communauté existante et la qualité de vie globale. Il faut expliquer pourquoi ces logements sont nécessaires (loger les jeunes, les aînés, les travailleurs offrant des services à la population locale, etc.) et en quoi ils peuvent contribuer à améliorer l'existant pour le futur proche, mais aussi pour

des jours plus lointains lorsque les habitants seront confrontés à d'autres moments de vie (divorce, famille qui s'agrandit, contraintes de santé ou financières qui engendrent un besoin différent de logement, etc.).

Il pourrait également être pertinent d'aborder la construction de logements indirectement, c'est-à-dire comme une conséquence nécessaire pour atteindre des objectifs de qualité de vie (EMS, terrain de foot, crèche, arrêt de bus, etc.) portés par la communauté locale ou régionale.

# 3. Constats principaux et propositions par groupe d'acteur

### C. Importance du ciblage stratégique des publics à travers des outils de communication adaptés

Les efforts de communication doivent prioritairement viser les acteurs-clés locaux (en particulier les conseillers communaux), et la majorité silencieuse (souvent favorable mais peu audible), plutôt que de chercher à convaincre les opposants systématiques. A ce titre, il semble important de mobiliser de manière plus stratégique, et sur base d'une cartographie des acteurs, des groupes d'intérêt locaux spécifiques en amont pour en faire des ambassadeurs.

Il faut par ailleurs innover avec des approches de communication plus créatives: visualisation (pour aider à la compréhension), transparence (expliquer le plan économique), continuité (communiquer entre les étapes formelles), et adaptation au public-cible et à son temps d'attention.

### D. Une complémentarité de postures à mettre en place

Le développement de projets de logements dépend des actions coordonnées de multiples acteurs. Pour chacun d'eux, les enjeux et les publics prioritaires sont distincts, ainsi que les approches et les outils de communication. Les idées principales qui ont été exprimées lors des ateliers sont reprises ci-dessous:

- Celles et ceux qui encadrent (autorités cantonales et communales): pertinence de créer des commissions «qualité de vie» dans les conseils communaux, de mobiliser des ambassadeurs locaux (clubs, associations, seniors) à travers des événements qui rassemblent, et présenter le logement dans son enjeu de besoin collectif qualitatif, pas une priorité technique quantitative
- Celles et ceux qui bâtissent (promoteurs immobiliers): revaloriser l'image du promoteur comme acteur de solution, par exemple, en améliorant la communication par des outils immersifs, ou en utilisant des modèles de financement participatif pour créer un intérêt local

- Celles et ceux qui conceptualisent (techniciens du bâtiment): s'adresser prioritairement à la Municipalité et au Conseil communal, ainsi qu'à la population, en montrant en quoi le projet répond à un besoin communal, en insistant sur le «pourquoi» plutôt que sur le «comment», et en étant attentif à adapter la communication à des temporalités d'attention multiples
- Celles et ceux qui occupent (personnes qui occupent les logements): souligner les bénéfices du projet pour tous (sécurité, mobilité, mixité), associer les habitant·es à la définition des besoins (crèche, mobilité, services), et impliquer les résidents actuels